

# Quel traitement Michel réserve-t-il vraiment à la fonction publique?

Si le camp socialiste est le seul à faire grève mardi, le discours syndical est unanime: le gouvernement détricote les services publics. Retour sur la «cure suédoise» administrée par Michel.

BENOÎT MATHIEU

**O**n en a gros! hurlent les personnages écaillés dans la série (culte) française «Kamelott». Eh bien, c'est en quelque sorte le cri que poussera, ce mardi, le syndicat socialiste de la fonction publique. Rabotage des pensions, imposition d'un service minimum, dumping social dans la fonction publique, allongement des carrières: un tract siglé CGSP liste la dizaine de «très bonnes raisons d'être en grève» ce mardi. En fait, le refrain est connu, et n'est pas fredonné que par le seul camp socialiste. Le gouvernement Michel s'attaque frontalement aux services publics en les détricotant – alors qu'ils représentent une partie du pouvoir d'achat des Belges.

Difficile d'effectuer un bilan exhaustif, mais qu'importe: L'Echo a voulu faire le point sur les économies, mais aussi les investissements, réalisés par le Fédéral dans la fonction publique. Petit tour de la question.

■ **Nombre de fonctionnaires.** C'est l'angle d'attaque le plus évident: combien de fonctionnaires compte l'échelon fédéral? À la fin juin 2017, ils étaient 67.874 fonctionnaires à œuvrer au sein des services fédéraux, dont 80,2% de statutaires et 19,8% de contractuels. Un effectif en baisse de 10,5% depuis l'avènement, fin 2014, de Michel, et de 6,4% sous la période Di Rupo.

Cela dit, la coalition suédoise ne s'en est jamais cachée. Dès le départ, elle a annoncé vouloir tailler dans les frais de fonctionnement (-20%, suivis d'un rythme de croisière de 2%) et les coûts de personnel (-4%, puis -2% par an). Prenez les services publics fédéraux (SPF), qui pèsent environ 74% de la fonction publique fédérale et où le gros des coupes a été concentré. De 2014 à 2015, le coût du personnel est passé de 6,41 à 6,02 milliards (-6,16%), pour regimber légèrement à 6,04 milliards en 2016 (+0,35%) – les attentats sont passés par là, soulignant la nécessité de renforcer certains effectifs.

Même constat avec les investissements, qui, de 2015 à 2016, ont bondi de 254,3 à 417,1 millions d'euros (+64%). Quant aux frais de fonctionnement, ils ont été réduits de 4,5% en deux ans, valant de 1,74 à 1,67 milliard d'euros. Soit encore loin des 8% et 24% annoncés.

Les griefs syndicaux sont nombreux. Et les dernières décisions estivales de Michel viennent se rajouter à la liste. Introduction de l'intérim au sein de la fonction publique et recours à des contractuels, plus flexibles, plutôt qu'à des statutaires: il n'en faut pas plus pour que la CGSP dénonce une tentative de «dumping social». «Alors que, pendant ce temps, le gouvernement trouve des fonds, parfois importants, afin de sous-traiter au privé des tâches que ces mêmes services publics ne sont plus à même d'accomplir.»

Au Fédéral, on se défend de tailler à l'aveugle. La preuve: des renforts ont été fournis là où cela s'est avéré nécessaire. Notamment après les attentats – 1.600 policiers ont été recrutés en 2016, 1.400 en 2017 et 1.400 suivront en 2018. «Les écoles de police sont pleines», souligne le cabinet Jambon. Et 100 millions ont été consacrés à la lutte contre le terrorisme, ajoute le cabinet Geens. Mais les attaques n'expliquent pas tout. Prenez le SPF Finances, que les syndicats disent exsangue après des années de purge – depuis 2010, il a perdu 4.000 têtes, reconnaît le cabinet Van Overtveldt. Une cure un peu trop forte, visiblement, puisque, outre le renfort de 100 personnes à l'Inspection spéciale des impôts, il vient d'être décidé de remplacer, dès 2018, tout départ au sein des départements de contrôle. Ou la Justice, dont 175 millions d'arriérés de paiement ont été effacés.

■ **Rail.** Le groupe SNCB n'échappe pas non plus au tour de ceinture décidé par Michel – notez que les gouvernements précédents sont passés par là eux aussi. Début 2012, le groupe comptait encore 35.377 équivalents temps plein (ETP); ils n'étaient plus «que» 30.413 en septembre. «Une tendance qui s'explique par l'inversion de la pyramide des âges et

des départs naturels à la pension», tempère-t-on chez HR Rail. Mais aussi, logiquement, par le non-remplacement des départs. Ici aussi, le signal envoyé par Michel était clair, dès 2014: la dotation sera revue à la baisse. L'enveloppe pour 5 ans (2016-2020) a été ramenée de 14,8 à 13,6 milliards (-8,1%).

Contradictoire, alors que la nécessité d'investir se fait cruellement sentir en Belgique? «Le gouvernement s'est engagé à emprunter 1 milliard d'euros afin de renforcer les investissements en infrastructures», souligne-t-on au cabinet Ballot.

■ **Pensions.** Dossier sensible. Ici aussi, la politique menée par Michel, avec Daniel Bacquelaine à la barre, est limpide. L'idée est d'harmoniser le plus possible, et là où c'est pertinent, les trois systèmes de pension: indépendants, salariés et fonctionnaires – ce dernier régime étant volontiers

taxé d'un tantinet archaïque et présentant des privilèges difficiles à justifier. Un débat crucial: en 2016, les pensions représentaient 10,5% du PIB et pèseront jusqu'à 12,8% à l'horizon du «pic» prévu en 2040.

Côté syndical, on parle de «détricotage», l'alignement se faisant plutôt en réduisant les pensions publiques qu'en haussant celles du privé. Certaines mesures passent difficilement, comme le relèvement de l'âge légal de la retraite à 67 ans, le renforcement des conditions d'accès à la pension anticipée ou la suppression de la bonification des années d'études dans le calcul des années de carrière.

À venir encore: l'introduction de la carrière mixte. Pour certains fonctionnaires, la désillusion peut se chiffrer jusqu'à 400 euros brut par mois. Soulignons que Di Rupo avait déjà passablement énervé, modifiant le mode de calcul des pensions publiques, se basant non plus sur les 5 mais sur les 10 dernières années de rémunération.

■ **Ce n'est pas tout.** Le service minimum à la SNCB ou la vente de participations publiques risquent de cabrer. Entre autres.

